

# Présentation des Comités Territoriaux Pour l'Emploi et du tableau de bord RPE

Direction Régionale France Travail Grand Est  
Direction de la Stratégie et des Relations Extérieures  
Sevgi ERYIGIT, Chargée des Relations extérieures



# Les Comités Territoriaux Pour l'Emploi

# La Loi pour le Plein Emploi (LPE)

- La réforme portée par la loi «n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi » renforce la nécessité d'une gouvernance territoriale structurée.
- Né de cette réforme, le réseau pour l'emploi (RPE) vise à renforcer la coopération et coordination entre les acteurs du champ de l'emploi et de l'insertion, autour d'une logique de patrimoine commun, afin de répondre aux besoins des demandeurs d'emploi, en particulier des plus éloignés de l'emploi, de prévenir les ruptures de parcours et de favoriser les recrutements grâce à l'offre de services auprès des employeurs.
- Il est composé de France Travail, des Missions locales, du réseau Cap emploi, des différents services publics pilotés par l'État ou les collectivités locales (régions, départements, bloc communal...).
- Cette loi a transformé Pôle Emploi en opérateur France Travail, avec de nouvelles missions pour le compte de tous au sein du réseau pour l'emploi, avec l'objectif d'améliorer l'accompagnement des demandeurs d'emploi et de renforcer l'insertion des personnes les plus éloignées du marché du travail.



# La LPE pour France Travail

## Les actions de France Travail consistent en :

- La co-construction de feuilles de route et d'actions locales à fort impact, répondant aux enjeux identifiés sur le territoire,
- La valorisation et la diffusion d'outils partagés (Tableau de Bord RPE, DORA, Data emploi...), en accompagnant leur appropriation/ utilisation par les membres du RPE,
- L'articulation entre les différents échelons territoriaux, en identifiant les besoins locaux et en assurant leur remontée pour des réponses adaptées,
- Le développement d'une culture de l'impact et des résultats, en intégrant des logiques de suivi et d'évaluation des actions menées en coopération,
- La prise en compte effective des besoins des usagers (demandeurs d'emploi, entreprises via des consultations organisées par exemple) dans les décisions des CTPE, afin de garantir des réponses concrètes et adaptées aux réalités du terrain

# La Loi pour le Plein Emploi – LPE

**La loi pour le plein emploi** organise la transformation du Service Public de l'Emploi (SPE) par une organisation renouvelée et une coopération renforcée : elle affirme une gouvernance renouvelée tant au niveau national qu'au niveau territorial.

La gouvernance est structurée autour de **comités locaux pour l'emploi**, qui permettent de **coordonner les actions des différents partenaires sur chaque territoire**.

Elle installe à tous les échelons territoriaux, un co-pilotage Etat/Collectivité territoriale:

- **Comité régional pour l'emploi**
- **Comité départemental pour l'emploi**
- **Comité local pour l'emploi**

Ces comités favorisent le partage d'informations et la connaissance des offres de services disponibles, afin d'apporter une réponse adaptée aux besoins des demandeurs d'emploi.

# ● Une gouvernance simplifiée

Depuis mars 2024, un **comité national pour l'emploi**, présidé par la ministre du Travail et de l'Emploi, constitue **le lieu de concertation et de coordination des acteurs de l'emploi et de l'insertion au niveau national**.

Il permet d'adopter les éléments du patrimoine commun comme les critères d'orientation des demandeurs d'emploi, le référentiel de diagnostic ou encore les indicateurs de suivi, de pilotage et de résultats.

Des comités territoriaux voient le jour, depuis le 1er juillet 2024 et définissent les stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle au plus près des territoires.

C'est le préfet de département qui arrête les limites géographiques des comités locaux en fonction des caractéristiques de chaque territoire.

## Des outils communs

En plus d'une gouvernance partagée, les différents acteurs du Réseau Pour l'Emploi partagent aussi un certain nombre de "communs", instaurés pour mieux coordonner leurs actions dans les territoires.

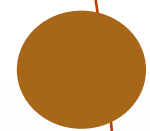
Parmi eux : un SI Plateforme et un SI partagé, des critères d'orientation, un socle commun de services, des méthodologies et référentiels, ou encore des indicateurs de pilotage et d'évaluation...



# Les comités territoriaux pour l'emploi

Les CTPE, co-présidés par l'État et les collectivités territoriales :

- Mettent en œuvre **les orientations stratégiques** définies par le Comité national pour l'emploi.
- *Sa composition et son fonctionnement sont définis par le décret n° 2024-560 du 18 juin 2024, qui est entré en vigueur le 1er juillet 2024.*
- **Coordonnent les actions territoriales** en matière d'emploi, de formation professionnelle, d'insertion et d'accompagnement des entreprises.
- Jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre de la **loi sur le plein emploi**, en définissant des **priorités d'action** en fonction des **besoins** spécifiques de **chaque territoire**.
- Leur composition prévoit une large représentation des **collectivités territoriales, des partenaires sociaux** au niveau régional et départemental et des membres du **réseau pour l'emploi**.
- **Une conférence des financeurs pour l'insertion sociale et professionnelle** afin de recenser les ressources mobilisables, les conditions de mobilisation et d'adaptation de ces ressources en fonction des résultats constatés et des priorités établies en matière de retour à l'emploi, dans le respect des compétences de chaque financeur.



# Au niveau régional : Le **comité régional** pour l'emploi

Le CRPE, présidé conjointement par le préfet de région et le président du conseil régional :

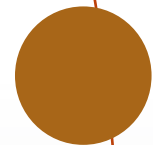
- Définit et suit **les politiques du développement de l'emploi, de la formation professionnelle, de la sécurisation des parcours et des transitions professionnelles** en particulier des publics les plus éloignés du marché du travail.
- Ils établissent une **feuille de route** où sont définies les orientations stratégiques régionales, le **déploiement des politiques nationales** et la coordination avec les stratégies régionales de l'orientation et de la formation professionnelles et du développement économique
- Cette feuille de route est l'adaptation et la mise en œuvre des orientations stratégiques du **CNPE**.
- Elle est **partagée en CAR( comité de l'administration régionale)** avec les préfets de département pour assurer la **bonne coordination avec les feuilles de routes départementales**.



# Au niveau départemental : Les **comités départementaux pour l'emploi**

Les CDPE, présidés conjointement par le préfet du département et le président du conseil départemental:

- Définissent et suivent **les politiques d'insertion pour des parcours adaptés aux publics les plus éloignés du marché du travail**, notamment des allocataires du RSA en lien avec les conseils départementaux.
- Ils comprennent une **commission dédiée à l'inclusion et à l'insertion par l'activité économique (IAE)**. Cette commission a pour mission d'élaborer **un plan d'action pour l'insertion par l'activité économique et assurer la cohérence avec les autres dispositifs** concourant à l'insertion, tels que les plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi (PLIE) et les contrats de ville.
- Leur **feuille de route prend en compte les remontées locales et en cohérence avec les schémas régional et national**. Elle est présentée en CAR pour assurer la cohérence des priorités sur tous les départements.



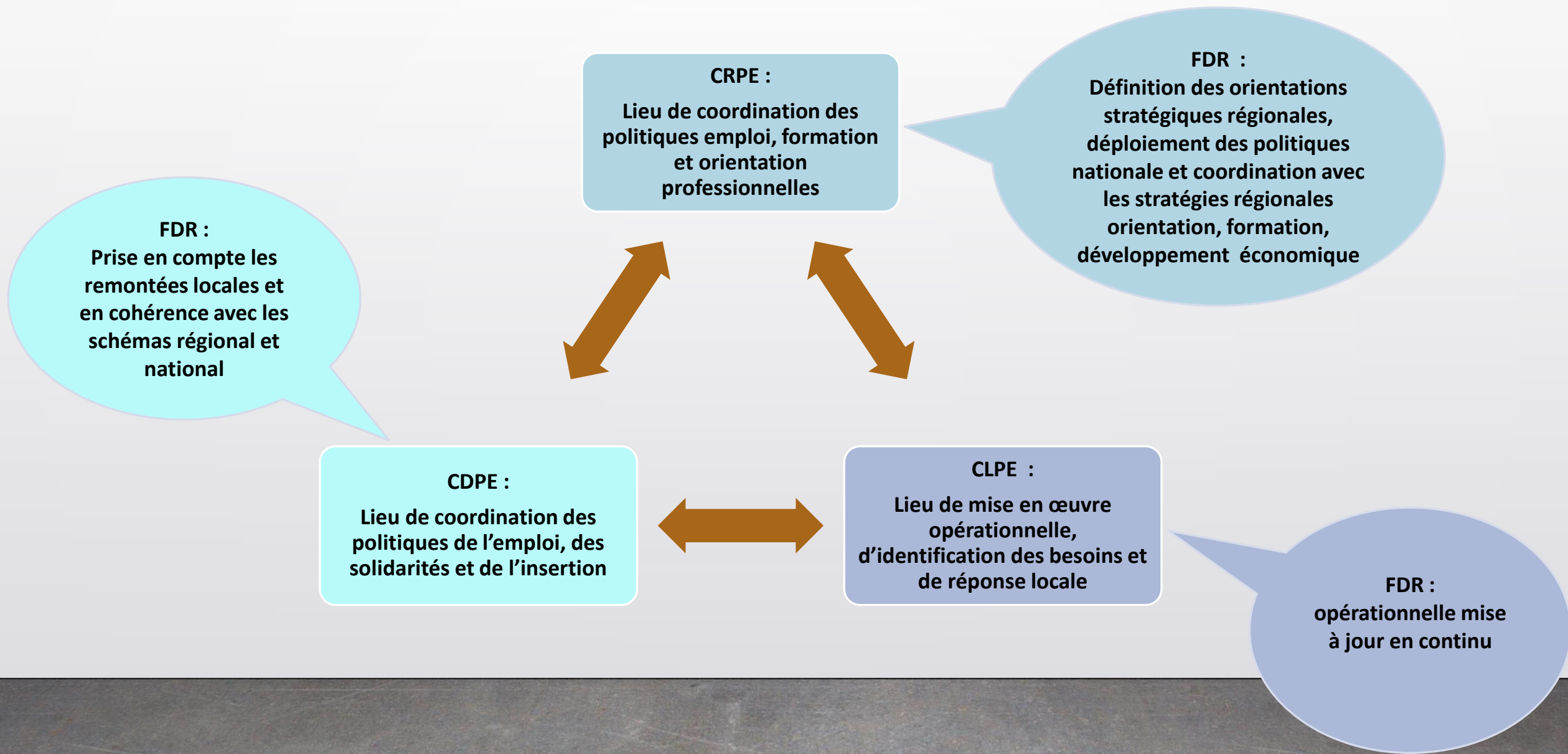
# Au niveau local : Les comités locaux pour l'emploi

Les CLPE, présidés conjointement par le préfet et les représentants des collectivités territoriales :

- Définissent **les stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle**. Ils organisent des partenariats au regard des projets territoriaux, en lien avec l'ensemble des collectivités territoriales et notamment les communes et intercommunalités.
- Ils établissent **une feuille de route opérationnelle qui est mise à jour en continu : composée de fiches actions** (une problématique du territoire, un objectif pour l'ensemble des acteurs, rôle de chacun et indicateurs de suivi). **Cette feuille de route identifie les priorités stratégiques et actions à mettre en œuvre ainsi que les problématiques du territoire sur le champ de l'emploi**, nécessitant éventuellement un appui des niveaux régional, départemental.

# Pilotage opérationnel

Les feuilles de route (FDR) pour la mise en œuvre des orientations stratégiques et des actions





# Le tableau de bord du Réseau pour l'emploi

# Le rôle de France Travail au sein du RPE

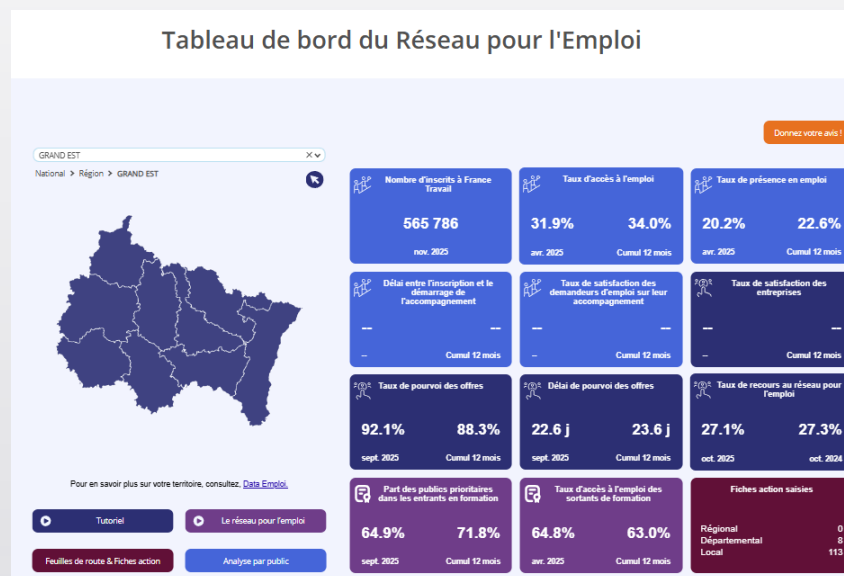
- France Travail intervient, agit main dans la main avec des partenaires publics, privés et des experts de l'insertion, de l'emploi et de la formation.
- France Travail anime ce réseau par une gouvernance nationale et régionale simplifiée, tout en s'investissant dans la co-construction d'un patrimoine commun.
- Cela inclut des outils communs, méthodologies et "communs numériques" pour harmoniser les pratiques, mutualiser les données et adopter un socle commun de services.

# Le tableau de bord RPE: Présentation

Un outil qui éclaire les décisions locales 💡

🎬 Découvrez en vidéo notre tableau de bord, conçu pour tous les acteurs

**Plateforme RESANA : une solution collaborative pour les agents de l'Etat, utilisée pour les membres du RPE**



## L'Académie RESANA

Découvrez la plateforme RESANA grâce à nos tutoriels vidéos.

### PARCOURS 1 : Mes premiers pas sur RESANA

📄 Module 1 : Découvrez RESANA en quelques minutes

📄 Module 2 : Personnaliser mon compte

📄 Module 3 : Je crée mes premiers espaces



# Pour Aller plus loin : Les Ressources

Journal officiel : <https://travail-emploi.gouv.fr/sites/travail-emploi/files/2024-08/2024.7.travail.pdf>

La Chaine YOUTUBE consacrée au Réseau pour l'emploi, animée par Denis GORCE

Infographie





RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



France  
Travail



Merci pour votre participation